



Les enseignants « peinent à prendre les choses en main face au Covid ». Voilà pourquoi

Sociologue de l'éducation à l'université de Rennes-II, Pierre Périer travaille sur le malaise enseignant. Il vient de mener une étude sur 2 200 professeurs de collège et lycée représentatifs de la profession dont il nous livre les conclusions. Victimes selon eux d'une campagne de « profbashing » dans les médias, en froid avec leur ministre Jean-Michel Blanquer, mal à l'aise face à la perspective d'un éventuel retour à l'enseignement à distance et traversés par de fortes tensions internes révélées pendant le (dé) confinement, les enseignants français n'abandonnent pas la rentrée 2020 dans les meilleures dispositions qui soient.

Ce malaise, toutefois, n'est pas nouveau. A la tête d'une équipe de chercheurs qu'il copilote avec son collègue Pascal Guibert, le chercheur Pierre Périer vient de boucler une grande enquête consacrée à la « construction de la reconnaissance professionnelle chez les enseignants du secondaire » (1) qui souligne combien nos professeurs sont nombreux à développer un rapport conflictuel à leur métier. Et pourquoi il est extrêmement complexe de construire cette « école de la confiance » que tout le monde, sur le papier, appelle de ses vœux.

Ces six derniers mois, les professeurs ont eu des attitudes très diverses face aux défis de l'école à distance, du déconfinement ou aujourd'hui de la rentrée scolaire. Cela vous surprend-il ?

Pas tant que ça. On retrouve cette polarisation dans l'enquête que nous avons menée sur leur rapport au métier. Nous avons pu dégager quatre profils de professeurs. Il y a d'abord 37 % de profs à la fois très investis et très critiques sur le système – ceux qu'on entend beaucoup dans les médias, mais qui ne représentent pas la majorité de la profession. Ensuite, 27 % de « contrariés », qui restent attachés au métier, mais se disent déçus par la relation qu'ils entretiennent avec les élèves et plutôt rétifs à l'innovation pédagogique. Enfin, 22 % d'« accomplis épanouis » et, à rebours, 14 % de « désenchantés ».

Ce qui nous a étonnés, c'est que ces différentes catégories ne sont pas vraiment liées à une génération, à un lieu d'exercice, à une appartenance syndicale, comme on pouvait le supposer. On peut noter néanmoins une légère surreprésentation de profils « désenchantés » chez les plus jeunes, ce qui n'est pas particulièrement bon signe.

« Quelle image donne-t-on des enseignants ? » Entre profs volontaires et réticents, c'est tendu

Pierre Périer, sociologue, professeur de sciences de l'éducation et chercheur au Cread.

41 % d'enseignants entretenant un rapport plutôt conflictuel à leur métier, c'est un peu inquiétant en ces temps de Covid...

Le malaise dont ils se font l'écho n'exclut pas un profond attachement au sens de leur métier et à leurs élèves. Ce qui sape d'abord le moral enseignant, c'est un sentiment de reconnaissance très dégradé, à tous points de vue : de la part de l'institution, des politiques, de la société, des médias. Beaucoup de profs trouvent une forme de sérénité en se concentrant sur la relation avec les élèves et la satisfaction de les voir réussir dans les apprentissages mais, dans la majorité des cas, le manque de reconnaissance de l'institution reste très mal vécu.

Car c'est bien l'employeur qui gère les carrières et permet des conditions correctes – ou non – d'exercice du métier. Or, clairement, le mode de gouvernance très descendant de l'Éducation nationale paraît de plus en plus inadapté. Les enseignants se sentent déresponsabilisés, voire infantilisés. Et cela ne les aide pas à prendre les choses en main, lorsqu'une crise comme celle de la Covid vient brouiller leur quotidien.

Sur le sentiment de dévalorisation des enseignants, l'étude Talis de l'OCDE parvient aux mêmes conclusions que vous. Seuls 6 % des professeurs de collège et 4 % des professeurs des écoles se sentent reconnus à leur juste valeur par la société. Des chiffres extrêmement bas qu'on ne retrouve dans aucun autre pays. Comment expliquer cette exception française ?

Il y a peut-être quelque chose à explorer sur la place jadis centrale, et désormais déclinante, du savoir, des compétences intellectuelles dans la société française et, par voie de conséquence, de ceux qui les incarnent. Je vous renverrais volontiers sur ces questions à Marcel Gauchet qui exprime bien, dans ses écrits [« Conditions de l'éducation », Stock, 2008], un ressenti partagé par les enseignants : cette idée que la culture nationale s'est longuement assimilée à la culture savante et que tout cela serait derrière nous.

Plus concrètement, j'ajouterais que les profs français sont particulièrement mal payés. Les débuts de carrière à 1 600-1 700 euros sont extrêmement laborieux. Et la suite n'est guère plus brillante. Seuls 27 % des enseignants que nous avons interrogés considèrent que leur salaire est en adéquation avec leur travail (dont 24 % plutôt). Il en découle un manque de reconnaissance et, objectivement, une perte de statut social.

La remobilisation des enseignants pourrait passer par une meilleure reconnaissance de l'engagement personnel. Selon votre enquête, elle est réclamée par plus de 80 % des enseignants. Et pourtant, l'individualisation de la rémunération reste un tabou...

Peut-être parce que, pour individualiser les rémunérations, ou du moins administrer plus justement les carrières, il faudrait fixer des critères d'appréciation des « mérites » de chacun prenant en compte notamment le contexte d'enseignement. Or, les enseignants n'estiment pas l'institution à même de réaliser un tel travail.

Il y a par ailleurs un attachement très fort à l'idée d'un corps enseignant uni et solidaire dans l'adversité. Certes, les situations professionnelles, les attentes, et le rapport au métier varient bien plus que jadis, du fait notamment des inégalités qui se sont creusées selon les lieux d'exercice. Mais les profs continuent à se singulariser par leur capacité à se mobiliser, notamment en s'opposant aux réformes.

Donc reconnaître les mérites individuels sur le principe ne semble pas exclu mais, en pratique, le bénéfice qu'ils pourraient en tirer n'égale pas les risques d'affaiblissement induits par un démantèlement encore plus poussé du « corps » enseignant.

Enfin, accepter la prise en compte des mérites, c'est aussi s'exposer au jugement de l'autre. Or, nos professeurs ont un rapport très complexe à l'évaluation. Ils veulent bien rendre compte de leur travail, mais considèrent ne pas devoir « rendre des comptes ». Dans les études Talis, ils se déclarent, de fait, parmi les enseignants les moins évalués par leur hiérarchie et par leurs pairs. Ils ont une gestion relativement autonome de leur activité et ne sont pas prêts à y renoncer.

Propos recueillis par Gurvan Le Guellec

(1) A paraître : « Dimensions et construction de la reconnaissance chez les enseignants du second degré », Guibert Pascal, Périer Pierre et al., Education et formation, MEN-DEPP

Gurvan Le Guellec